

Partis politiques : déjà les vacances ?

L'été approchant, les partis politiques transiteraient-ils du plein entrain électoral vers le farniente intégral ? Il n'étonnerait guère qu'une telle transition intervienne, tant, hormis les traditionnels conclave organiques, peu d'agendas partisans notent des activités large public.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)

Le débat parlementaire autour du plan d'action du gouvernement aura, il est vrai, maintenu un semblant de vie politique, en ce sens qu'il a obligé, près d'une dizaine de jours durant, à l'évitement de la coutumière somnolence post-électorale. Mais le Parlement n'offrirait tribune qu'aux seuls formations y siégeant. Pour le reste des partis, nombreux, qui ne jouissent pas de ce privilège, ils se sont illustrés dans l'attitude lamentable de spectateurs. Comme si le débat en question ne concernait que les partis qui ont une représentation parlementaire.

On n'a, en effet, point entendu un parti politique, en dehors de ceux qui disposent de sièges au Parlement, apprécier la feuille de route de Ahmed Ouyahia. Il se passe comme si que, chez eux, l'engagement militant équivalait à une charge administrative qu'il ne faille accomplir que lorsqu'elle sonne comme une obligation.

Par certains aspects, cette façon de concevoir l'activité militante et l'engagement politique est aussi le propre des partis qui se proposent de constituer le socle sur lequel devait se reposer l'action gouvernementale. Les partis de l'Alliance présidentielle, effectivement, ils fournissent l'ingrédient essentiel au bonheur du gouvernement, à travers la fonction qu'ils accomplissent au sein des institutions élues, le Parlement notamment, restent très peu portés sur les activités publiques. En dehors de la cyclique passation de relais entre les leaders des trois entités composant cette fameuse Alliance, nulle autre initiative n'est à mettre à l'actif du triumvirat. Communément, les trois partis, le FLN, le RND et le MSP, n'osent rien qui maintiendrait animée leur alliance en dehors des rendez-vous électoraux.

Même pas la structuration des démembrements locaux de l'Alliance. Or, cela fait quatre années qu'il est question de donner un

contenu dynamique à cette composition triangulaire. Rien de tel n'est intervenu. Et l'été qui pointe ne semble pas la saison propice pour une telle fécondation.

Dans l'autre bord, les attitudes ne sont guère dissimilables. Les agendas, à moins qu'ils ne soient en phase d'élaboration, ne consignent que les haltes organiques. Et ceci pour les seuls partis qui ont quelques mises en conformité à accomplir. Il n'est pas exclu, cela noté, que des formations récidivent une nouvelle fois par l'organisation d'universités d'été. Mais cela reste du domaine de la tradition. De plus, ces rendez-vous ont la teneur exagérément organique. Ce qui manque affreusement à la classe politique nationale, c'est l'organisation d'activités qui associent le grand public, tels que les meetings populaires et les débats publics. Certains diront que c'est une affaire de stratégie et de style. C'est admissible. Cependant, la classe politique gagnerait à aller au devant du citoyen lambda à travers un contact direct.



Abdelaziz Belkhadem.



Djahid Younsi.



Moussa Touati.



Ahmed Ouyahia, Fawzi Rebaïne et Aboudjera Soltani.

C'est ce que le RCD a entrepris de faire en optant pour une approche de proximité accrue.

Le FFS, lui, qui a boudé le Parlement, tente tant bien que mal de maintenir les amarres avec les popula-

tions à travers des cycles de conférences publiques qu'anime quasiment son premier secrétaire. Le PT, dont la secrétaire générale demeure hyperactive, maintient de meubler ses week-ends en alternant

entre activités organiques et propagande médiatique.

Le reste des partis ont, pour cet été, plutôt rendez-vous avec des rififs organiques. C'est le propre des partis islamistes qui ont du mal à asseoir leur stabilité

ainsi que du FNA qui a maille à partir avec une dissidence dont le réveil a sonné après l'élection présidentielle et la médiocre prestation de Moussa Touati.

S. A. I.

REPENTANCE ET LOI DU 23 FÉVRIER 2005

La Fondation du 8 Mai 1945

dénonce les récents propos de Ziari

La Fondation du 8 Mai 1945 a dénoncé, vigoureusement, les récents propos tenus par le président de l'Assemblée populaire nationale à partir de Paris. La Fondation, qui estime que Abdelaziz Ziari a remis en cause le principe de la repentance de la France, exige des explications «nettes et précises».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les récentes déclarations de Abdelaziz Ziari ont soulevé l'indignation des membres de la Fondation du 8 Mai 1945. «Très étrange manière, à en croire les informations rapportées par la presse nationale, avec laquelle le président de l'Assemblée populaire nationale appréhende les questions liées à la mémoire, notamment celles qui constituent pour la majorité du peuple algérien un lourd contentieux dans les relations algéro-françaises».

Il semblerait que lors de son intervention devant les membres de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

française, le représentant de l'APN a considéré avec une légèreté déconcertante que la question de la repentance «n'est nullement un point d'achoppement, ni un préalable aux conditions fixées par l'Algérie». «De quelles conditions parle-t-il et quelle Algérie désigne-t-il ?» note la Fondation dans un communiqué de presse rendu public hier. L'institution que préside Kheireddine Boukhrija n'hésite pas à qualifier de «dérapage» les propos tenus par Ziari devant les parlementaires français.

«L'ambiguïté et le dérapage des propos du président de l'APN sont déconcertants et méritent des explications. Nous exigeons des

réponses nettes et précises. Parle-t-il pour lui, pour le peuple ou pour le Président (Abdelaziz Bouteflika) ?»

La Fondation accuse également Ziari d'avoir «versé dans l'absurde» en minimisant la portée de la loi du 23 février 2005 adoptée par l'Assemblée française.

«Quand il minimise une loi promulguée un 23 février 2005 pour positiver le colonialisme en la réduisant à une simple provocation ou chamaillerie de gamins, disant que le refus de cette loi par les Algériens et intellectuels français n'était autre qu'une simple réaction à cette provocation, et qu'elle était normale, il verse dans l'absurde», précise le communiqué de presse.

La Fondation considère, par ailleurs, que les déclarations de Ziari tranchent avec les exigences de repentance formulées par Bouteflika lors de sa visite en

France en 2000. «La Fondation du 8 Mai 1945 enregistre avec regret et désolation les propos de M. Ziari et dénonce fermement la légèreté avec laquelle les questions liées à la mémoire ont été traitées. Elles n'honorent ni l'Etat algérien, ni le peuple algérien et encore moins son martyr et son histoire.

Nous demandons au président de la République d'intervenir et d'exiger du représentant du Parlement d'apporter les éclaircissements nécessaires.

Nous sommes en droit de savoir pourquoi ce recul entre la demande officielle de repentance formulée par le président de la République en visite en France en 2000 et celle, neuf ans plus tard, de M. Ziari, président de l'Assemblée populaire nationale, au sein même du siège de l'Assemblée française.»

T. H.

ORGANISATION NATIONALE DES ENFANTS DE MOUDJAHIDINE

Création d'une commission nationale des réformes

L'Organisation nationale des enfants de moudjahidine a désormais sa commission des réformes. Constituée de membres fondateurs et de cadres de l'Onem, cette commission est considérée comme «stratégique» pour l'organisation secourue par de nombreux conflits internes.

La mise en place de cette commission vient mettre un terme aux agissements du secrétaire général, Khalfa Mbarek de l'Onem, selon les membres de la commis-

sion. Dans un communiqué rendu public, les cadres de l'organisation accusent le SG de l'Onem de mauvaise gestion et d'avoir profité de la décennie noire pour faire usage

«de politique de répression envers toute personne réclamant ses droits».

«Le secrétariat général de l'Onem compte un secrétaire national impliqué dans une affaire de terrorisme et un autre dans une affaire d'atteinte à l'économie nationale», peut-on lire dans le même communiqué.

Mbarek Khalfa est accusé, entre autres, d'agir en dehors du règlement intérieur et de prendre des décisions sans consulter la base militante. Au sein de l'Onem, on dénonce l'organisation illégale d'un congrès national «fabriqué» sur mesure et dans le secret total sans l'implication des structures légitimes de l'organisation.

En outre, il est fait mention de plusieurs scandales dont le secrétaire général serait à l'origine et cela dans différentes wilayas.

A travers cette commission, les enfants des moudjahidine estiment pouvoir «mettre un terme à tous ces dépassements». Il s'agirait d'une décision majeure.

Synthèse W. Z.